

## Recherches sociographiques



### Yves ROBY, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*

Normand Seguin

Volume 18, numéro 2, 1977

Réseaux et groupes informels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055755ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055755ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Seguin, N. (1977). Compte rendu de [Yves ROBY, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*]. *Recherches sociographiques*, 18(2), 311–315. <https://doi.org/10.7202/055755ar>

sous forme de *partnership* alors que ce pourcentage est de 50% chez les anglophones. De 1777 à 1790, le pourcentage des bateaux équipés par les Canadiens français par rapport aux canots, moyen de transport plus coûteux, est de 22% alors qu'il est de 75% chez les anglophones. (Voir : F. OUELLET, « Dualité économique et changement technologique au Québec (1760-1790) », *Histoire sociale*, 1976 : 256-296.) En citant des cas isolés, il serait toujours possible d'affirmer que l'attitude à l'égard de la concentration des entreprises et du changement technologique était la même dans les deux groupes ethniques. Car une minorité de Canadiens français participait alors à la concentration et utilisait le bateau. Telle est la méthode employée par le professeur Tulchinsky pour appuyer ses généralisations. En réalité, ce que l'auteur veut mettre en cause tout au long de son livre, c'est une interprétation qui lui fait peur parce qu'elle fait appel aux mentalités (p. 17). Cette interprétation le heurte parce qu'il croit que le terme « mentalité » postule un caractère organique, immuable, lié à l'appartenance ethnique et qu'il a aussi sa source dans les thèses sur l'éthique protestante et l'éthique catholique. Il est évident que le professeur Tulchinsky a mal lu notre *Histoire économique et sociale* puisque le problème des mentalités y est posé dans le cadre de l'évolution des structures socio-économiques, démographiques, politiques et institutionnelles. Comme celles-ci ne sont pas immuables, comment pourrait-on soutenir que les mentalités, même si elles constituent les structures les plus résistantes, ne changent pas ? Nous pourrions continuer cette discussion en mentionnant le nombre significatif de bourgeois canadiens-français qui, au moment où l'agriculture commence après 1800 à mal aller, convertissent leurs richesses mobilières en seigneuries et se font rentiers du sol. Comment ne pas situer cette attitude en fonction de la persistance dans le milieu bourgeois de l'attraction traditionnelle des valeurs aristocratiques ? Nous pourrions aussi parler des très faibles pourcentages de la participation vers 1835 des francophones dans les différents secteurs de la vie économique. Le livre du professeur Tulchinsky porte sur un sujet neuf, peut-on dire à la mode, contient un très grand nombre d'informations et d'aperçus intéressants; mais, méthodologiquement, il ne se défend pas.

Fernand OUELLET

Département d'histoire,  
Université d'Ottawa.

Yves ROBY, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, 250p. (« Cahiers d'histoire », 20.)

Yves Roby est un historien bien connu des milieux scientifiques québécois et canadien. Déjà en 1964, il publiait chez Fides une monographie d'histoire économique consacrée à Alphonse Desjardins et aux caisses populaires (1854-1920). Plus tard, en 1971, il faisait paraître en collaboration avec Jean Hamelin, chez le même éditeur, une synthèse d'histoire économique du Québec (1851-1896), la seule que nous ayons sur la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, en 1976, il nous offrait aux Presses de l'Université Laval les fruits de ses recherches de doctorat portant sur les réactions aux investissements américains durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, on doit le souligner, était donc un livre attendu. Compte tenu des antécédents scientifiques de l'auteur, mais aussi parce que ce livre comble un vide dans le rayon encore dégarni de l'histoire socio-économique du Québec contemporain.

Avec ses deux premiers travaux en histoire économique précédemment cités, Yves Roby s'était résolument avancé en terrain nouveau. *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* est un ouvrage également empreint de ce caractère pionnier qui marque les travaux de déblaiement dans une nouvelle piste. Il s'agit en effet de la première incursion systématique

dans les stratégies de développement à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, période cruciale de l'évolution de l'économie québécoise contemporaine. C'est donc dire toute l'importance du sujet étudié. Saisir les lignes de forces qui s'expriment à travers les grandes mutations de l'industrialisation et de l'urbanisation en ce début du XX<sup>e</sup> siècle, que voilà un enjeu de taille et, au point de départ, une entreprise destinée à élargir considérablement les connaissances de la société québécoise.

Cependant, le titre du volume est trompeur. On n'y trouve pas une mesure du phénomène des investissements américains. D'ailleurs *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* n'est pas une analyse économique de pure forme. Non pas que tout contenu économique y ait été évacué, loin de là, mais précisément parce que l'économie y occupe essentiellement la toile de fond, formant un ensemble de données objectives que l'auteur aligne avec soin pour en faire un cadre de référence. Cet ouvrage part d'une habile description du contexte économique, il n'y trouve pas son aboutissement dans un processus analytique dont la finalité serait précisément la reconstruction et la réinterprétation d'une période économique. L'objectif est ailleurs. Il se situe d'emblée dans le domaine de l'idéologie. Yves Roby écrit lui-même : « Dès le point de départ, nous avons restreint notre ambition à l'analyse de la perception qu'avaient les Canadiens français du développement économique. Cette étude nous semblait, et nous semble toujours, une condition préalable essentielle à la compréhension de l'attitude et du comportement des Canadiens français à l'égard de la vie économique et, de façon plus globale, de leur contribution au développement de l'économie québécoise. Notre but, somme toute modeste, est d'ajouter à la connaissance des grands courants idéologiques du XX<sup>e</sup> siècle québécois » (p. 3). Un peu plus loin, il ajoute : « Identifier les objectifs, les préoccupations fondamentales des différents groupes choisis et, dans cet éclairage, analyser et décrire leur interprétation des investissements américains est devenu l'essentiel même de notre travail » (p. 7). Le lecteur ferait bien de garder toujours en mémoire ces quelques lignes s'il ne veut pas s'exposer à une lecture étroite de l'ouvrage qui l'amènerait à chercher ce que l'auteur n'a pas prétendu y mettre. Et c'est bien à l'étude du discours idéologique qu'Yves Roby nous convie. On comprend dès lors pourquoi il ne s'en tient qu'à une revue — fort bien menée d'ailleurs — des études portant sur la situation économique de la période, et pourquoi il accorde un poids si considérable aux journaux d'époque comme source de cette histoire des idéologies.

Cet ouvrage de Roby, et c'est peut-être son trait distinctif le plus frappant, tient avant tout de l'étude des idées politiques. En effet, s'il nous fait pénétrer profondément dans les formations politiques et les groupes de pression dominants, il ne propose pas une interprétation des dynamismes sociaux qui constituent le noyau dur du phénomène de développement. La réalité sociale est évoquée, elle n'est pas expliquée ni même explicitée. *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* n'est pas davantage une œuvre interprétative au sens strict du terme. Pas de place ici à la réflexion théorique. Point de schéma d'analyse pour instruire le lecteur des filiations et des intentions de l'auteur dans la construction de son œuvre. Roby rappelle simplement qu'il avance dans la foulée « de bien des sociologues contemporains, notamment de Fernand Dumont ». L'œuvre est éminemment empirique et c'est en filigrane que se découvre le propre vecteur idéologique de son auteur. La réalité historique est dégagée de l'épaisseur des faits et des agirs; l'historien s'applique à en présenter une description, mieux, un bilan, avec toute la précision et toutes les nuances nécessaires.

Yves Roby s'est livré à un décodage du discours idéologique à travers les soubresauts de la conjoncture. Cela donne à son ouvrage une trame temporelle en progression où se reflète à son meilleur l'allure syncopée de la vie politique partisane, laquelle se ressent à l'excès, on oserait dire, des aléas d'une économie en mutation. Ainsi le mouvement est-il appelé à transcender les structures pour mieux mettre en lumière le jeu des variantes idéologiques. En somme dans cet ouvrage, la quête du discours idéologique emprunte les chemins sinueux de la vie politique partisane que modèle le cycle économique. De la sorte, il s'établit un rapport constant

entre idéologie, politique et économie. Et il semble bien que c'est l'étude de ce rapport dans sa mouvance qui a déterminé la logique interne de la démarche de recherche.

Par le médium du discours politique, Roby trace le contour idéologique de quatre groupes bien définis : les forces libérales, les forces conservatrices, le clergé et la presse cléricale et enfin, les mouvements nationalistes et la presse indépendante. Chacun de ces groupes perçoit la réalité économique selon une optique spécifique et propose ses solutions aux grands problèmes de l'heure qui tournent autour : 1. de l'impasse de l'agriculture qui n'arrive pas à retenir les enfants de la nation, 2. de la nécessité d'accélérer le processus d'industrialisation pour assurer la création d'un nombre croissant d'emplois. Ces deux grandes questions servent à démarquer les attitudes des groupes.

Durant toute cette période où l'agriculture amorce un net recul devant le secteur industriel, les libéraux qui assument le pouvoir politique, optent carrément pour l'industrialisation rapide en réponse à l'émigration et au retard économique des Canadiens français. Ils misent sur l'exploitation des richesses naturelles, et de l'hydro-électricité en particulier, pour amener le développement accéléré de l'industrie. Attirer les capitaux américains s'avère pour eux une nécessité absolue; ils tablent sur les Américains pour lancer l'industrie en espérant que les Québécois y trouveront plus tard une place. Inquiets toutefois de l'impact trop violent que pourrait avoir la présence étrangère dans l'économie québécoise, ils assortissent leurs démarches de quelques mesures destinées à déjouer le pillage pur et simple des ressources. Ce n'est donc pas tout à fait la stratégie de l'industrialisation à tout prix. Quant à l'agriculture et à la colonisation, s'ils affichent un certain intérêt, au moins politique, pour ces activités, les libéraux n'en attendent pas le remède aux difficultés de croissance de l'économie. De leur côté, bien que foncièrement voués aux intérêts de l'agriculture, les conservateurs reconnaissent l'urgence de l'industrialisation pour répondre aux besoins d'emploi. Ils luttent toutefois pour l'imposition d'une barrière tarifaire élevée et se font les tenants d'un protectionisme rigide. Resté accroché à l'agriculture qu'il prônait avec force au XIX<sup>e</sup> siècle, le clergé accepte, lui, l'industrialisation comme un mal nécessaire. Il s'applique par toutes sortes de moyens à en limiter les dégâts en même temps qu'il cherche à activer le développement de l'agriculture et de la colonisation. Marginales et relativement divisées, les forces nationalistes défendent l'agriculture et la colonisation comme activités privilégiées et dénoncent féroceement l'entrée massive des capitaux étrangers instruments, selon eux, de l'asservissement et de l'avilissement national. À la rigueur, ils accepteraient l'industrialisation si les éléments nationaux y jouaient le premier rôle. Quoi qu'il en soit, ils comptent avant tout sur l'État pour corriger la situation économique; d'aucuns revendiquent carrément l'indépendance.

Sauf peut-être le bloc nationaliste qui jouit d'une très faible audience auprès de la population, les principales forces politiques acceptent l'industrialisation tandis que la population dans son ensemble se montre d'accord avec les efforts déployés dans cette direction par l'État. Ainsi se résume cette étude des perceptions du développement économique chez les quatre groupes définis au sein de la population francophone du Québec. Les grandes mutations de l'économie en favorisant la montée de nouvelles élites qui ont érodé le prestige des anciennes, ont mis en opposition deux idéologies : une optimiste prônant le développement, une autre pessimiste vouée à la conservation. Durant les années 20, « années de réalignement et de choix difficiles. . . Certains combattent le changement, d'autres s'adaptent. . . » (p. 220). C'est la dernière conclusion de l'auteur.

Le grand mérite de ce livre est sans contredit de nous présenter une genèse de la conception libérale du progrès au Québec francophone, qui anéantit la vision bêtifiante et longtemps maintenue à coup d'arguties d'une collectivité étouffée pour les syndromes du refus du progrès. En ce début du vingtième siècle, les Québécois francophones ne boudent pas le progrès. Au contraire, nous dit Roby, certaines couches l'appellent pour ainsi dire fiévreusement. L'idée dominante n'est pas le refus de l'industrialisation mais son acceptation selon des modalités qui

sauvegarderaient, on l'espère, les caractères nationaux du Québec. S'il faut faire des nuances, c'est bien dans le degré d'enthousiasme que suscite au sein de chaque groupe un développement industriel commandé par l'étranger. À cet égard, les nationalistes ne sont pas les seuls à se préoccuper de l'emprise américaine. Leurs appréhensions trouvent des échos un peu partout, même chez les libéraux qui se font les plus ardents défenseurs de l'industrialisation rapide.

Ce livre a un autre mérite, c'est son apport didactique. Les lecteurs y trouveront une excellente synthèse de l'histoire des faits et des changements structuraux de l'économie de cette époque. Et ceux que rebutent les longues considérations spéculatives apprécieront la langue simple dont use l'auteur pour décrire une réalité concrète. *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* est un livre largement accessible aux étudiants d'abord et à tous ceux qui en dehors de la discipline suivent les travaux d'histoire du Québec.

Les exégètes du discours politique sauront évaluer beaucoup mieux que moi l'importante dimension politique de cet ouvrage d'histoire. Je limiterai pour ma part ma critique à la méthodologie. À mon sens, Yves Roby surestime l'autonomie idéologique des groupes qu'il a choisis d'étudier. Voyons d'abord la définition qu'il donne du discours idéologique : « Chaque groupe social voit la réalité en fonction de la perception qu'il a de son importance dans la société et du rôle qu'il y joue. Cette perception de la réalité il va l'explicitier en fonction des objectifs qu'il poursuit, des destins qu'il se fixe, au nom de valeurs et de normes auxquelles il adhère. C'est le discours idéologique » (p. 11). Dans son schéma de stricte concurrence idéologique, il élude les antagonismes fondamentaux qui opposent des éléments de la société à d'autres, en l'occurrence la bourgeoisie et le monde ouvrier. Il ne reconnaît pas non plus le caractère secondaire de ces divergences de perception des groupes en question. C'est la notion même de groupe qui est en cause ici par sa trop grande fluidité.

Sauf le clergé que l'on doit considérer comme un cas à part, ces groupes qui ont pour principe d'unité une option politique, ont une configuration sociale peu différenciée. Alors que les partis libéral et conservateur sont le lieu manifeste d'une jonction de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, le mouvement nationaliste regroupe essentiellement certains éléments de la petite bourgeoisie, et en particulier des membres des professions libérales et des universitaires. Or, il est bien évident que tous ces groupes réunis représentent l'ensemble des forces dominantes de l'époque, détenant ou non le pouvoir politique. Ce qu'il faut voir dans les oppositions idéologiques que nous trace Roby, c'est justement la dialectique de l'alignement de ces forces dominantes à une nouvelle étape du développement capitaliste au Québec marquée par le jeu des monopoles. En réalité, ces divergences idéologiques nous renseignent sur les modalités d'adhésion de ces divers groupes à l'idéologie libérale de progrès véhiculée par le phénomène d'industrialisation, ou pour dire autrement, d'adhésion au schéma capitaliste de développement. Aussi bien, l'idéologie nationaliste n'est pas antibourgeoise, le livre de Roby en témoigne puisque les nationalistes accepteraient l'industrialisation capitaliste si les nationaux y jouaient un rôle marquant. Et de toute manière l'idéologie nationaliste, on ne peut non plus en douter, n'est pas l'apanage exclusif des mouvements nationalistes chez qui elle apparaît avec toute sa rigidité et dans l'exaspération. La dimension nationale habite les discours de tous les groupes en question. En d'autres mots, les attitudes se découpent non pas sur la question fondamentale des rapports de production mais sur le problème de l'initiative étrangère souhaitée par les uns, crainte par d'autres, dénoncée comme une invasion par certains. Ce qui démarque vraiment les perceptions de chacun de ces groupes, c'est moins rigoureusement le mode de développement capitaliste pour lui-même que l'entreprise étrangère et le spectre de la domination économique. Sous cet angle, l'idéologie nationaliste baigne les perceptions du développement économique exprimées par les quatre groupes. Nous sommes au cœur d'un débat sur la question nationale.

Roby a bien raison, les changements structuraux de l'économie, qui s'accompagnent d'une forte poussée de l'action des monopoles, chambardent les relations des groupes au pouvoir et

imposent de nouvelles orientations politiques. Au sein du bloc de groupes qui assument le pouvoir, l'aspect nouveau au début du XX<sup>e</sup> siècle est sans contredit le rôle politique plus direct autour de l'État des représentants du capital et peut-être davantage de ceux de la petite bourgeoisie qui se placent dans l'orbite de la bourgeoisie nationale et étrangère. Le livre de Roby nous situe à un moment où le clergé et les forces nationalistes apprennent les effets d'une nouvelle étape du développement capitaliste. Ils trouveront plus tard les accommodements qui s'imposent quant à leur position respective. Dans le contexte d'une société dominée par les rapports de production capitalistes, on ne saurait prétendre à l'autonomie de l'idéologie clérico-nationaliste ou simplement nationaliste; l'une comme l'autre s'articulent à l'idéologie bourgeoise, la seule qui soit dominante. Parler comme d'autres l'ont fait pour la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une idéologie cléricale dominante est insoutenable. On doit pouvoir reconnaître les idéologies subsidiaires, les conditions d'alliances des groupes qui partagent le pouvoir et les justifications idéologiques de ce partage.

Le livre de Roby aurait pu tout aussi bien s'intituler : les investissements américains et la question nationale. Son livre nous fait découvrir à travers les spasmes d'une économie en développement les alignements des principales forces sociales sur la grande question de la destinée collective. Il souligne par le fait même l'urgence d'une meilleure connaissance de la structure du pouvoir dans le Québec du XX<sup>e</sup> siècle. On pourra toujours reprocher à Roby dans ce livre, un des livres majeurs des dernières années, de n'être pas allé au-delà, justement, des perceptions. Il reste encore à creuser la dynamique sociale et à percer le rideau occulte des justifications idéologiques qui masque le rôle réel de la bourgeoisie et des éléments qui lui sont inféodés, heureux ou pas de l'être. Mais pour cela il faut reconnaître les limites de la recherche empirique. Pour aller plus loin dans l'analyse des idéologies, il manque au livre de Roby une démarche théorique qui eut ambitionné une appréhension plus globale du phénomène de développement, de manière à mieux faire ressortir les véritables agents et le modèle de ce développement.

Normand SÉGUIN

*Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Trois-Rivières.*

André BERNARD, *Québec : élections 1976*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, 173p. (« Cahiers du Québec : science politique ».)

On n'est pas habitué au Québec à lire des ouvrages qui sont des reportages à chaud d'un événement important, contrairement à la situation française par exemple où l'on s'arrache pratiquement le marché de lecteurs que peut susciter une crise ou un événement majeur. Le livre que nous présente André Bernard sur les élections du 15 novembre 1976 vient justement rompre avec cette tradition.

Mais en même temps, si l'on peut remarquer la rapidité avec laquelle le manuscrit a été remis à l'éditeur, il faut aussi souligner qu'un tel reportage à chaud pouvait difficilement déboucher sur une analyse en profondeur de cette élection et sur une interprétation véritable de cet événement. On y retrouve plutôt une étude de la campagne électorale, de son déroulement et des résultats obtenus par chacun des partis politiques, présentée sous la forme d'un dossier renfermant les données essentielles de cette élection.

Ce qui marque à la fois l'intérêt et les limites d'un tel dossier. Si l'on y retrouve des données intéressantes sur la campagne électorale, sur les thèmes majeurs qui y ont été abordés, sur l'organisation et le financement des partis, sur les éléments importants des différents pro-